

Yves Baunay

Travail et politique

Traces de l'Assemblée générale du 27 janvier 2015

L'Assemblée générale a été l'occasion d'une première réflexion critique sur notre activité collective, développée depuis l'Assemblée générale constitutive.

En direction de la société civile, les projections de films, les débats sur les films, produisent une activité originale, toujours inattendue, qui se renouvelle à chaque fois, qui correspond à une attente largement partagée en dehors de notre collectif. Cela témoigne d'un travail de fourmi, très dispersé pour faire entrer le travail dans le champ du politique. Dans cette activité, chacun apprend des autres et du collectif, chacun se transforme en réorientant ou confortant ses propres cheminements.

Ne pourrait-on pas élaborer des traces de ces échanges, pour débattre de ce que cela produit, comprendre comment cela contribue à transformer les rapports entre le travail et la politique. Cela apporterait un matériau supplémentaire, pour faire entrer le travail comme matière à travailler collectivement dans le champ du politique.

Les cafés manifestent l'intention de produire une autre forme d'échanges avec la société civile. Le projet avance à son rythme, conditionné par l'ambition qu'y mettent les initiateurs et l'énergie qu'on peut mobiliser à sa réalisation. Une expérience à suivre.

Les rencontres avec des responsables politiques ou/et syndicaux devraient apporter une autre expérience collective inédite.

Mais où est donc passé le politique ?

Nous avons plus de mal à analyser collectivement ce qui se passe, ce qui se produit, ce que l'on produit, ce que l'on transforme, dans nos réunions mensuelles du mardi.

Nous avons accumulé un matériau conséquent : des traces pour chaque réunion, des textes introduits de l'extérieur, des textes produits respectivement par Christian et Sandro. Ce sont des productions individuelles.

La seconde (texte Sandro) tire sa substance de nos échanges, de nos délibérations, à travers les traces et les réinterprétations formulées par Yves.

Ce ne sont pas encore des productions vraiment collectives... pour des raisons qui tiennent à la méthode très innovante que nous avons construite ensemble sans idée préconçue, avec beaucoup d'improvisations, laissant beaucoup de liberté.

Au départ, il y a eu l'envie de nous mettre ensemble au travail, à partir de nos expériences diverses, de nos préoccupations et questionnements multiples et divergents sur un objet commun.

Nous voulons poursuivre dans le sens de cette démocratie participative en action : ce que j'appelle « faire de la politique » au sens de construire ensemble du

vivre en commun à partir du travail. Notre perspective est d'approfondir, d'élargir en prenant le temps qu'il faut.

Cela a commencé à produire du collectif : le groupe avec ses échanges chaotiques, décousus, qui ne faisaient pas toujours sens pour tout le monde, se construit progressivement en collectif : même en se rétrécissant numériquement parlant, par rapport aux adhérents initiaux.

Cela nous a amené à chercher un fil rouge à nos débats. Ils font l'objet du texte présenté par Sandro sur « le collectif en action ».

Nos échanges sont d'abord une production langagière avec toute sa magie, pour tenter de relier « l'expérience pure et l'institué », faire du lien entre « des systèmes de pensée et de référence qui ne sont pas communs », mettre en adhérence « le travail sur les concepts et le réel », « le particulier et le générique »... Une forme de « coopération productive », d'élaboration de « référentiels communs ».

Notre obsession du « commun » et de l'action concrète, sans gommer « l'hétérogénéité des expériences ancrées dans le réel », nous a conduit au débat sur « la doctrine » comme maillon incontournable entre le théorique et le réel, entre l'élaboration de la pensée et l'action... Nous avons débouché sur la recherche « d'espaces intermédiaires » de « dispositifs » et enfin sur les « systèmes de normes ».

Si nous avons eu du mal à attraper « le politique », ce travail collectif de maturation, n'est-ce pas déjà un travail politique, une élaboration démocratique entre égaux, comme il s'en construit un peu partout pour combler le vide et la grande insatisfaction ressentie par les citoyens par rapport au travail politique des politiques. Débattre des enjeux politiques du travail réel entre égaux, n'est-ce pas ouvrir des voies pour le travail politique institué ?

Mais où est le nouveau dans le travail ?

L'autre texte, présenté par Christian, voudrait orienter la discussion à partir de ce qu'il y a de vraiment nouveau dans le travail d'aujourd'hui.

Ça serait d'abord l'irruption de la subjectivité et de l'intersubjectivité comme enjeu majeur des milieux de travail et qui devrait logiquement constituer un enjeu crucial, central du débat social et politique. En quoi cette irruption transforme tout, l'économie notamment et devrait donc toucher le politique ?

Il faudrait d'abord bien s'entendre sur ce que l'on met derrière l'activité même...

Du point de vue politique, le domaine le plus nouveau qui devrait nous inviter à penser autrement le politique, ce sont des affects et le psychisme, en lien avec l'engagement.

La situation des enseignants dans leurs classes, au lendemain du 7 janvier illustre ce rôle des affects. Comment se laisser affecter par les événements et rester en capacité d'intervenir ? Une situation où l'imbrication du politique et du professionnel met au premier plan la question des lieux de débat comme essentielle pour le destin de la souffrance engendrée par de telles situations. La question des groupes de délibérations instituées, des dispositifs est cruciale. Si on se réfère à la psychodynamique du travail développée par Christophe Dejours, la question de la reconnaissance du travail réel devient une question politique, un enjeu de santé publique.

Pour résumer : dispositifs et reconnaissance du travail réel seraient deux questions clés dans la construction du vivre ensemble, du devenir de la société.

Ces mêmes questionnements peuvent partir de l'action syndicale, des délégués du personnel au sein des entreprises, qui reçoivent aussi des « gens affectés » et qui inventent des façons nouvelles d'attraper le travail. Ils peuvent aussi partir d'une autre interrogation : comment faire de l'engagement personnel dans le travail un instrument du vivre ensemble, du collectif ?

Dans le nouveau, il y a aussi cette découverte fondatrice que dans le travail il y a l'activité (pas seulement l'emploi) et donc l'insubordination, la façon de se jouer des obstacles, de prendre à contre-pied l'expérience de la domination... Le politique devrait prendre appui sur la dimension émancipatrice de l'activité, le fait que la ligne hiérarchique n'a plus le dernier mot...

La subjectivité, comme capacité d'être, de se construire à travers des modes de conscience, de pensée... est maintenant engagée... comme une injonction du management, une sollicitation permanente de l'espace gestionnaire du travail, qui veut par ailleurs l'évacuer de l'espace social : cela produit conflits, tensions et effets pathogènes... c'est aussi cela le nouveau dans le monde du travail.

Mais si le monde du travail bouge, le monde politique bouge aussi de son côté. Que se passe-t-il dans « ce monde politique sans transcendance », du point de vue de la démocratie par exemple, face à la violence engendrée par ces inégalités inouïes, révélées à l'occasion du forum de Davos ?

Nous avons hâte de mener à bien notre projet d'interviews de militants, d'élus, engagés sur la scène politique instituée !

Mais qu'est-ce qu'on est capable de produire ? Quel est le sens de notre propre travail ?

Avec le texte « nous sommes Charlie », nous avons montré notre capacité à faire un texte concret en allant dans le champ du politique. Cela ne donne-t-il pas la direction du travail à faire ? A partir de notre acception du travail, produire quelque chose d'original dans le champ du politique ? Ne faudrait-il pas travailler des objets concrets dans ce champ du politique ? Par exemple, l'échec du dialogue social, ou bien le développement du numérique dans l'organisation du travail, les échanges dans les réseaux sociaux, tout cela est en train d'exploser et de bousculer les formes d'organisation verticale du travail, l'accès aux savoirs... Finalement, quel est l'apport irréductible, original, spécifique du professionnel, du professeur, du médecin... Qu'est-ce que n'apporte pas internet ?

Et notre propre travail au sein de notre association dans tout cela ? Quelle est notre contribution ? Une tribune parmi d'autres ? Un espace particulier de production de matériaux ?

En direction des institutions, de la scène politique, notre patte originale n'est-elle pas de transformer leur rapport au travail ?

En direction de l'aspiration à vivre ensemble qui se manifeste un peu partout au sein de la société civile, qui semble largement partagée par les salariés, notre rôle n'est-il pas d'aider le monde du travail à ce que les questions éminemment politiques qu'il pose à partir du travail réel puisse devenir une question travaillée par et sur la scène politique ? Sortir de la fiction et entrer dans le réel ? Par exemple, le problème qu'on a avec le management, c'est que les politiques, les

syndicats ne savent pas quoi en faire.

La question essentielle à travailler par notre association, par notre travail en son sein et en direction de l'extérieur, c'est l'articulation entre ces niveaux de construction du vivre ensemble : dans le réel du travail d'un côté, dans l'activité de travail, et dans les institutions politiques de l'autre.

Conclusion :

En rédigeant ces traces, je prends conscience d'une formidable densification de nos échanges. Et ça ne facilite pas mon travail de rédaction de ces traces ! Pour me rassurer je me dis qu'il vaut mieux avoir des traces imparfaites ou parfaitement subjectives que pas de traces du tout.

Yves Baunay